

*COMITE INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECERESSE DANS LE SAHEL  
(CILSS)*

*UNION EUROPEENNE  
(UE)*

*PROGRAMME REGIONAL  
« AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR  
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE » Phase III*

***DIAPER III***

***GUINEE BISSAU***

***RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION***

***DIAPER III / AN V***

Sékou HEBIE, ECA / DIAPER III  
Bakary SACKO, ECA / DIAPER III

Janvier 1998

## SOMMAIRE

<b>1. EVALUATION</b>	<b>9</b>
<b>1.1 ASPECTS INSTITUTIONNEL</b>	<b>9</b>
1.1.1 Animation locale	9
1.1.2 Composante nationale	9
<b>1.2 LES ACTIVITES</b>	<b>10</b>
1.2.1 Les enquêtes	10
1.2.2 La centrale d'information	22
1.2.3 Analyse diffusion	22
1.2.4 La formation	23
<b>1.3 GESTION DES DEVIS-PROGRAMMES</b>	<b>24</b>
<b>1.4 MISE EN OEUVRE DES CONDITIONNALITES</b>	<b>24</b>
1.4.1 Comité de Sécurité Alimentaire (CSA)	24
1.4.2 Prise en charge des frais de collecte par l'Etat	24
<b>2. PROGRAMMATION DES ACTIVITES DU DEVIS- PROGRAMME V</b>	<b>26</b>
<b>2.1 LE PROGRAMME D'ACTIVITE</b>	<b>26</b>
2.1.1 Les enquêtes	26
2.1.2 Analyse/Diffusion	26
2.1.3 Animation locale	27
<b>2.2 PARTICIPATION DE L'ETAT A LA PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE COLLECTE</b>	<b>27</b>
<b>2.3 BUDGET 1998/99</b>	<b>27</b>
<b>3. ANNEXES</b>	<b>28</b>
Annexe 1: Tableau d'exécution des 4 devis-programmes	29
Annexe 2: Budget Enquête agricole	30
Annexe 3: Budget SIM	31
Annexe 4: Budget Animation Locale	32
Annexe 5: Liste des personnes rencontrées	33

## PRINCIPALES CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

### INTRODUCTION

La mission d'évaluation/programmation des activités du projet DIAPER III des campagnes 1997/98 et 1998/99 a séjourné du 5 au 10 janvier 1998 à Bissau. Elle était composée de Messieurs Sékou HEBIE, coordonnateur et Bakary SACKO, statisticien du projet. Pendant son séjour, la mission, en compagnie de l'animateur local a travaillé en étroite collaboration avec la Division des Statistiques Agricoles. Elle a également rencontré les autorités nationales et les représentants d'organisations internationales et de coopération concernées par les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire.

Après une analyse du fonctionnement du dispositif DIAPER dans le pays, la mission est parvenue aux principales conclusions et recommandations suivantes:

### 1. EVALUATION

#### 1.1 ASPECT INSTITUTIONNEL

Les principales institutions impliquées dans l'exécution du projet sont:

- l'animation locale,
- la composante nationale,
- le comité de sécurité alimentaire (CSA) dont la création est une conditionnalité du projet (cf. §1.4 ci-dessous).

Les activités de ces institutions sont suivies et appuyées par l'Ordonnateur National des fonds FED en rapport avec la Délégation de la Commission Européenne.

##### 1.1.1 Animation locale

L'animation locale est installée depuis le démarrage du projet dans un bureau du Ministère du Développement Rural, des Ressources Naturelles et de l'Environnement. Elle est désormais équipée. Pendant les 4 années du projet ses activités ont été surtout dominées par la gestion des devis-programmes et la coordination avec l'Equipe Centrale d'Animation du projet (ECA). Sur le plan technique l'animateur local n'a pratiquement joué aucun rôle dans le dispositif et ce, malgré l'absence de statisticien national dans la division des statistiques agricoles (DEA). Son implication dans le dispositif ne date que de 1997. Il a en effet aidé au cours de cette campagne à la diffusion de l'annuaire statistique, du bulletin trimestriel du SIM, à la définition d'un projet de cadre d'analyse/diffusion et à la coordination de l'étude sur les perspectives de participation des agents de l'Institut National de la Statistique et du Recensement (INEC) à l'enquête agricole.

Cette faible performance de l'animateur local pouvait cependant être meilleure n'eut été:

- une incompréhension de son rôle par la composante nationale notamment la Division Statistiques Agricoles (DEA) qui voyait en l'animateur local un pourvoyeur de fonds plutôt qu'un technicien à même de contribuer au renforcement du dispositif;
- une présence continue, depuis déjà 10 ans, au sein de la DEA d'un assistant technique de l'ASDI;

- les lourdeurs administratives et les difficultés de déblocage de la contre partie nationale qui amène l'animateur à être un démarcheur permanent auprès des administrations et des fournisseurs.

**D'une manière générale, la fonction d'animation locale n'a pas eu d'impact dans le dispositif de sécurité alimentaire en Guiné-Bissau. On ne peut donc s'attendre à une internalisation de cette fonction.**

### **1.1.2 Composante Nationale**

La composante nationale conçue comme un cadre de concertation de la production de données sur la sécurité alimentaire existe de façon informelle depuis 1994. Elle comprend:

- la Division des Statistiques Agricoles (DEA), chef de file
- la Direction des Services de l'Elevage
- la Direction des Services de la Protection des Végétaux
- le Bureau de Planification pour la Sécurité Alimentaire (BPSA)
- la Direction des Services de la Météorologie Nationale.

Elle fonctionne de manière régulière de mai à octobre pour le suivi de la campagne agricole et se confond au GTP AGRHYMET. Un bulletin mensuel est diffusé par la Direction des Services de la Météorologie Nationale au cours de cette période. Le BPSA produit de son côté un bulletin trimestriel de conjoncture tout le long de l'année sur la base des données de suivi de campagne, des résultats de l'enquête agricole et d'autres données (importation, exportation, prix, stocks). La composante nationale est également chargée de la validation des données sur les prévisions de récolte.

Malgré son caractère informel, **cette structure est animée par des agents motivés et pourrait constituer le noyau dur de la cellule d'analyse à condition:**

- de la doter d'un texte organique,
- de l'étendre à d'autres structures comme l'INEC et la Direction du Commerce,
- de mettre à sa disposition des moyens suffisants et permanents pour son fonctionnement.

Cette cellule d'analyse pourrait être animée par le BPSA.

## **1.2 ACTIVITES**

Le système d'information sur la sécurité alimentaire dans le pays repose essentiellement sur l'enquête agricole et le système d'information sur les marchés (SIM), tous deux placés sous la responsabilité technique de la DEA.

De 1987 à 1993, le projet DIAPER, le PNUD (à travers la FAO) et l'ASDI ont assisté techniquement et financièrement à la mise en place de ces enquêtes.

Cette phase a été caractérisée par l'importance et la régularité des financements extérieurs des enquêtes, la présence continue de l'assistance technique qui s'est substituée aux cadres nationaux dans la conduites des opérations. Si ces trois projets s'arrêtaient en fin 1993 le dispositif risquait de s'effondrer complètement.

Depuis 1994 seuls DIAPER et l'ASDI continuent leurs appuis au dispositif mais avec des approches différentes de celles des phases antérieures. Tout en continuant de maintenir une assistance technique permanente, l'ASDI ne concentre son financement que sur les équipements et le matériel de collecte. Elle ne finance plus les frais de collecte. DIAPER de son côté, a orienté au cours de cette 3<sup>ème</sup> phase son approche pour favoriser l'internalisation du dispositif par:

- une plus grande responsabilisation de la DEA dans la conduite des opérations avec l'appui d'un cadre national désigné comme animateur local, les interventions de l'équipe centrale sont alors ponctuelles;
- la formation du personnel national;
- la promotion des travaux d'analyse;
- une réduction progressive de sa contribution au frais de collecte en faveur du financement national.

Les principaux acquis au cours des 4 dernières années de DIPER III comprennent:

- la disponibilité d'une méthodologie d'enquête complète et de documents,
- un échantillon renouvelé et réduit pour tenir compte des moyens financier et humain mobilisables sur le plan interne,
- une bonne maîtrise de la conduite des enquêtes par le personnel de la DEA,
- une disponibilité régulière des données de prévision des récoltes,
- la reprise de la publication de l'annuaire des statistiques agricoles qui avait cessé de paraître depuis 1992,
- une plus grande utilisation des données faisant de l'enquête agricole la seule référence en matière de production de données régulières pour les besoins d'établissement de plans et projet de développement, d'élaboration de comptes nationaux, de suivi de la sécurité alimentaire, etc...
- une plus grande prise de conscience au niveau national pour soutenir et maintenir le dispositif. Ceci se traduit depuis la campagne 1996/97 par une inscription au budget d'investissement du pays des frais de collecte.

Les principales insuffisances techniques résident dans le traitement de l'enquête qui n'est pas encore maîtrisé par les responsables nationaux. Le traitement des données est entièrement fait par l'expert de l'ASDI. Celui-ci reste également la seule référence en terme d'évaluation et d'amélioration méthodologique de l'enquête, le dispositif ne disposant d'aucun statisticien national. **Son départ étant prévu pour septembre 1998, ces activités risquent d'être arrêtées.**

Si au niveau technique les acquis peuvent être améliorés, consolidés et internalisés, il n'en est pas de même au niveau financier si des efforts importants ne sont pas consentis. Le fonctionnement normal et régulier de l'enquête agricole souffre de deux principaux maux ayant pour source le manque de financement: l'insuffisance de ressources humaines et de fonds pour couvrir les frais de collecte. En effet, sur un effectif de 75 agents que compte la DEA, seuls 5 sont fonctionnaires de l'Etat et on y compte aucun statisticien. Tous les autres, notamment ceux de terrain sont des contractuels dont la seule rémunération est constituée par les primes versées au titre de DIAPER III pendant la période d'enquête. **La DEA ne peut donc compter sur ce personnel pour réussir son enquête avec la rigueur requise pour ce type d'opération.**

Sur le plan financier, bien que la contrepartie nationale ait été inscrite sur le budget d'investissement en 1996/97 et 1997/98 elle n'a jamais été libérée ni en totalité ni à temps pour la conduite des enquêtes. Son taux de mobilisation a été de 22% en 1996/97 et 11% en 1997/98<sup>1</sup>. Les fonds n'ont été libérés au plus tôt qu'en novembre chaque campagne, soit après les principales opérations de terrain.

Au vu des résultats techniques, des investissements déjà consentis dans la formation du personnel et des équipements, des nombreuses sollicitations auprès de la DEA pour les données agricoles, la mission recommande:

*A l'ECA de fournir une assistance technique ponctuelle à la DEA en matière de traitement des données d'enquête.*

*Aux autorités nationales:*

- de mettre à la disposition de la DEA un statisticien et de favoriser l'utilisation des agents formés par DIAPER,*
- de trouver une solution définitive au problème de personnel de terrain de l'enquête,*
- d'étudier la possibilité de prendre désormais en charge l'enquête agricole à travers le budget national.*

### 1.3 GESTION DES DEVIS-PROGRAMMES

Le niveau d'exécution des 4 derniers devis-programmes se présente ainsi qu'il suit:

Devis-programme	Financement FED	Financement Etat	Total
An 1: 1994/95	86%	(*)	86%
An 2: 1995/96	109%	-	109%
An 3: 1996/97	90%	22%	67%
An 4: 1997/98	20%	12%	18%

En 1995/96 la contribution de l'Etat a été entièrement supportée par le FED sur fonds de contre-partie. Les faibles taux d'exécution des deux dernières campagnes sont imputables aux difficultés de mobilisation de la contribution nationale. A cause de cela, seul le budget de l'animation locale a été engagé au cours de la campagne 1997/98. Les 20% d'exécution constatés au 31 décembre 1997 ne concernent donc que ce budget. D'autre part, la contribution de l'Etat au cours des 2 dernières campagnes n'a été libérée qu'en novembre au plus tôt, ce qui profite peu aux enquêtes.

Les opérations de collecte n'ont pu se faire que sur préfinancement de l'ASDI et de promesses de paiement de prime aux enquêteurs.

La gestion des devis-programmes est également rendue difficile à cause des lourdes administratives qui allongent en particulier les délais d'achat des équipements. Ceux-ci dépassent en général un an.

<sup>1</sup> Evaluation au 31/12/97

(\*) Le financement Etat n'est pas concerné par le devis-programme de l'an 1.

## 1.4 MISE EN OEUVRE DES CONDITIONNALITES

### 1.4.1 Comité de Sécurité Alimentaire (CSA)

Le comité interministériel pour la sécurité alimentaire prévu pour jouer le rôle de CSA n'est toujours pas officialisé. La lettre de politique agricole qui conditionnait cette officialisation vient d'être terminée, elle attend encore d'être adoptée.

Toutefois, le BPSA prévu pour jouer le rôle de secrétariat de ce comité dispose d'agents travaillant déjà avec la composante nationale. Elle publie à partir des données collectées un bulletin trimestriel de conjoncture sur la situation alimentaire malgré l'insuffisance notoire de ses moyens. Cette année, au vu des résultats de prévision des récoltes, le BPSA a introduit auprès du gouvernement qui l'a adopté une note sur le financement à crédit d'opérateurs économiques pour leur permettre de transférer les surplus de riz du sud vers les villes et régions du nord. L'objectif de cette opération est de résorber les déficits dans ces villes et régions et stimuler la production locale.

D'autre part en termes d'utilisation de données d'enquête, il faut signaler que la lettre de politique agricole a été conçue sur la base des données de la DEA et que l'INEC utilise régulièrement ces mêmes informations (les seules disponibles au niveau du pays) pour les besoins de planification et d'élaboration des agrégats macro-économiques.

On constate qu'en dépit des difficultés de prise en charge des dispositifs, le gouvernement montre un intérêt pour les données statistiques auxquelles il fait recours régulièrement pour évaluer la situation alimentaire du pays et élaborer ses programmes de développement.

### 1.4.2 Prise en charge des frais de collecte par l'Etat

La contribution de l'Etat aux frais de collecte a été financée en 1995/96 par le FED sur fonds de contrepartie. Pour la campagne 1996/97 et 1997/98 l'Etat a inscrit sa contribution sur son budget d'investissement. La mobilisation effective des fonds n'a cependant atteint que 22% des prévisions en 1996/97. Le taux de mobilisation au 31 décembre 1997 pour la campagne en cours (1997/98) est de 12% environ. D'autre part, les fonds n'ont été mis à la disposition de l'enquête qu'en novembre alors qu'elle démarre en mai.

Cette situation s'expliquerait par les difficultés actuelles de trésorerie que connaît le pays. Elle ne traduit donc pas un manque de volonté de la part des autorités qui inscrivent depuis déjà deux ans la contribution de l'Etat aux frais de collecte sur le budget d'investissement.

Par ailleurs, les responsables de la DEA ont engagé depuis 1996 des actions visant à réduire les frais de collecte. Il s'agit en particulier de la réduction de la taille de l'échantillon (effective depuis 1996/97), du paiement de prime à la tâche aux enquêteurs et d'une tentative en cours d'utilisation du personnel fonctionnaire de l'INEC pour la collecte. Ces actions méritent d'être évaluées et soutenues par les autorités nationales.

## 2. PROGRAMME D'ACTIVITE

### 1.1 LES ENQUETES

Les deux enquêtes courantes seront reconduites en 1998/99. Les améliorations à porter sont les suivantes:

#### 1.1.1 Enquête agricole

- Evaluer l'enquête dans sa forme actuelle afin de mieux assurer une méthodologie plus adéquate.
- Faire traiter les données de l'enquête par la DEA Elle-même.

La DEA bénéficiera pour ces activités d'une assistance technique du statisticien de l'ECA dès fin mars 1997.

#### 1.1.2 Enquête sur les marchés (SIM)

- La redéfinition de la typologie des marchés (production, consommation).
- La méthode de calcul des prix moyens.
- Le traitement et la diffusion mensuelle des données à travers la radio et le bulletin SIM.

## 1.2 ANALYSE/DIFFUSION

### 1.2.1 Centrale d'information

La principale activité sera la finition de la collecte des données et la mise à jour des fichiers à l'issue de l'installation du logiciel amélioré par l'ECA.

### 1.2.2 Publications

Les publications prévues sont:

- Résultats prévisionnels des récoltes 1998/99 et bilan céréalier prévisionnel en novembre 1998 par la DEA et le BPSA.
- Résultats définitifs en mars 1999 par la DEA.
- Bulletin mensuel du SIM par la DEA.
- Annuaire statistique en décembre 1998 par la DEA.
- Bulletin trimestriel de conjoncture sur la situation alimentaire par le BPSA.
- Bulletin annuel sur la situation alimentaire par le BPSA en mars 1999.

## 1.3 ANIMATION LOCALE

Les activités de l'animation locale pour 1998/99 comprennent:

- L'appui à l'animation de la composante nationale (animation et secrétariat).
- L'appui à la mise en place de la cellule d'analyse.
- La participation à l'élaboration des différentes publications et diffusion.
- La gestion des devis-programmes et la coordination avec l'ECA.

## 1.4 PARTICIPATION DE L'ETAT A LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE COLLECTE

Pour la campagne 1998/99, l'Etat a inscrit sur son budget d'investissement un montant de **21.173.870 F CFA** pour sa contribution aux frais de collecte. Le montant représente les 81% de participation prévus par la convention de financement.

*La mission recommande la libération de ces fonds dès mai 1998 pour permettre le déroulement normal des opérations de terrain.*

### **1.5 BUDGET 1998/99**

Le budget total pour la campagne 1998/99 est évalué à 53.218.048 FCFA, soit 80.451 ECU<sup>2</sup> (cf tableau ci-dessous).

	<b>OPERATION DE COLLECTE</b>	<b>EQUIPEMENT</b>	<b>ENSEMBLE</b>
ENQUETE AGRICOLE	21 668 020	12 500 000	34 168 020
SUIVI DES MARCHES	4 461 640		4 461 640
ANIMATION LOCALE			14 588 388
<b>TOTAL</b>	<b>26 129 660</b>	<b>12 500 000</b>	<b>53 218 048</b>

Les frais de collecte sont estimés à 26.129.660 FCFA. La contribution de l'Etat à la couverture de ces frais, arrêtée à 81%, sera de 21.165.025 FCFA.

---

<sup>2</sup> 1 ECU=661,5 F CFA en décembre 1997.

## 1. EVALUATION

### 1.1 ASPECTS INSTITUTIONNEL

Les principales institutions impliquées dans l'exécution du projet sont:

- l'animation locale,
- la composante nationale,
- le comité de sécurité alimentaire (CSA) dont la création est une conditionnalité du projet.

Les activités de ces institutions sont suivies et appuyées par l'Ordonnateur National des fonds FED en rapport avec la Délégation de la Commission Européenne.

#### 1.1.1 Animation locale

Selon la convention, l'animateur local a pour rôle:

- l'appui technique aux dispositifs d'enquête,
- la sensibilisation en matière de sécurité alimentaire,
- la gestion des devis-programmes,
- la coordination des activités nationales avec celles du niveau régional.

L'animation locale est installée depuis le démarrage du projet dans un bureau du Ministère du Développement Rural, des Ressources Naturelles et de l'Environnement. Elle est désormais équipée. Pendant les 4 années du projet ses activités ont été surtout dominées par la gestion des devis-programmes et la coordination avec l'Equipe Centrale d'Animation du projet (ECA). Sur le plan technique l'animateur local a participé aux rares réunions de la composante nationale, aux missions de suivi sur le terrain de l'enquête agricole, à l'organisation matérielle de la formation des enquêteurs. En 1997, il a aidé à la diffusion de l'annuaire statistique, du bulletin trimestriel du SIM, à la définition d'un projet de cadre d'analyse/diffusion et coordonné l'étude sur les perspectives de participation des agents de l'Institut National de la Statistique et du Recensement (INEC) à l'enquête agricole.

Cependant, cette performance de l'animateur local pouvait être meilleure n'eut été:

- une incompréhension de son rôle par la composante nationale notamment la Division Statistiques Agricoles (DEA) qui voyait en l'animateur local un pourvoyeur de fonds plutôt qu'un technicien à même de contribuer au renforcement du dispositif;
- une présence continue, depuis déjà 10 ans, au sein de la DEA d'un assistant technique de l'ASDI;
- les lourdeurs administratives et les difficultés de déblocage de la contre partie nationale qui amène l'animateur à être un démarcheur permanent auprès des administrations et des fournisseurs.

#### 1.1.2 Composante nationale

La composante nationale conçue comme un cadre de concertation de la production de données sur la sécurité alimentaire existe de façon informelle depuis 1994. Elle comprend:

- la Division des Statistiques Agricoles (DEA), chef de file
- la Direction des Services de l'Elevage
- la Direction des Services de la Protection des Végétaux

- le Bureau de Planification pour la Sécurité Alimentaire (BPSA)
- la Direction des Services de la Météorologie Nationale.

Elle fonctionne de manière régulière de mai à octobre pour le suivi de la campagne agricole et se confond au GTP AGRHYMET. Un bulletin mensuel est diffusé par la Direction des Services de la Météorologie Nationale au cours de cette période. Le BPSA produit de son côté un bulletin trimestriel de conjoncture tout le long de l'année sur la base des données de suivi de campagne, des résultats de l'enquête agricole et d'autres données (importation, exportation, prix, stocks). La composante nationale est également chargée de la validation des données sur les prévisions de récolte.

## **1.2 LES ACTIVITES**

Les activités de suivi de la situation alimentaire dans le cadre du projet DIAPER III se regroupent en trois grandes activités:

- les enquêtes soutenues par le projet
- la gestion de la Centrale d'Information,
- les analyses socio-économiques et la diffusion.

### **1.2.1 Les enquêtes**

Deux enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole permanente »
- « l'enquête suivi des marchés » dans le cadre du Système d'Informations sur les Marchés ( SIM )

#### **1.2.1.1 *L'enquête agricole permanente***

L'enquête agricole est réalisée par la Division des Statistiques Agricoles (DEA) du GAPLA. Sa première exécution date de 1987 avec l'appui conjoint de la FAO, de l'Agence Suédoise d'aide au Développement International (ASDI) et du projet DIAPER.

Le PNUD/FAO a apporté son assistance à la DEA pour le Recensement de l'agriculture en 1988/90 et pour la mise en place d'un « Système permanent de statistiques agricoles », projet qui s'est achevé en juin 1994.

L'ASDI intervient depuis 1981 en mettant un Assistant Technique auprès du Chef de la DEA, en prenant en charge des frais de fonctionnement, en finançant des équipements et en assurant des programmes de formation. L'année 1998 est sa dernière année d'intervention, elle verra alors le départ de l'assistant technique.

Quant au projet DIAPER, son intervention s'est faite en 3 phases dénommées respectivement DIAPER I, DIAPER II et DIAPER III. Les deux premières phases se sont caractérisées par l'affectation d'un animateur local expatrié chargé du suivi de l'enquête avec l'appui technique constant de l'Equipe Centrale d'Animation du projet, et de la gestion des fonds mis à sa disposition par celle-ci. Ces phases ont concerné la période 1987-1993. La troisième phase (1994-1999) se caractérise par une approche d'internalisation de l'enquête sur le plan technique et financier. L'internalisation technique se fonde sur l'affectation d'un animateur local national soutenu par des appuis ponctuels de consolidation de l'Equipe Centrale d'Animation.

Ainsi pour mieux déterminer les évolutions majeures de l'enquête agricole on peut distinguer trois périodes:

- la première période 1987-1994 caractérisée par exécution complète de l'enquête par les experts de la FAO, de l'ASDI et de DIAPER I et II,
- la deuxième période allant de 1994 à nos jours caractérisée par le processus d'internalisation déclenchée par DIAPER III et l'appui technique de l'ASDI.

L'objectif assigné à l'enquête agricole est celui de déterminer les superficies cultivées, les prévisions de production des cultures céréalières, les rendements et les productions pour l'ensemble des cultures afin d'établir notamment les bilans céréaliers prévisionnels et définitifs. D'autres données sont recueillies: démographie des exploitations agricoles, utilisation des intrants, données sur l'élevage et sur la situation phytosanitaire.

L'enquête s'intéresse essentiellement aux exploitations traditionnelles.

Les exploitations du secteur moderne ont fait l'objet d'une enquête pendant la campagne 92/93 par la FAO.

#### **a les ressources humaines**

Les ressources humaines affectées à l'enquête sont celles de la Division des Statistiques Agricoles (DEA).

Au cours de la première période elles se composaient comme suit:

Au niveau central:

- 3 cadres supérieurs (dont un agro-économiste à la fois Chef de la DEA, et responsable de la cellule informatique)
- 6 agents de saisie
- 7 agents statistiques
- 1 secrétaire-comptable
- 1 planton

Au niveau régional:

- 2 superviseurs Régionaux (chacun responsable de 2 zones)
- 8 contrôleurs (1 par région)
- 85 enquêteurs permanents

Seuls les 5 cadres supérieurs parmi lesquels on ne compte d'ailleurs aucun statisticien, sont pris en compte par le budget national (fonctionnaires). Les autres agents n'ont pour rémunération que les primes prévues dans le cadre du projet payés sur les fonds de contrepartie débloqués au titre de la participation de l'Etat aux frais de collecte.

La philosophie d'internalisation de la deuxième période a contraint la DEA à revoir la taille de son échantillon à la baisse afin de réduire les frais de collecte par une réduction du nombre d'agents de terrain non fonctionnaires. C'est ainsi qu'à partir de la quatrième année de DIAPER III (campagne 1997-98) le nombre d'enquêteurs a passé de 85 à 55 comme l'indique le tableau de répartition ci-dessus. Parallèlement à la réduction du nombre d'enquêteurs, une tentative d'utilisation du personnel fonctionnaire de l'INEC a été faite mais n'a pas abouti. L'objectif visé était de remplacer les enquêteurs et autres agents de terrain sans statut par des professionnels de l'Etat et résoudre en même temps le problème de salaire.

Tableau 1: Ressources humaines affectées à l'enquête (campagne 1997/98)

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
<b>Chef de la DEA cadre supérieur</b>	1	1	Budget de l'Etat
<b>Enquêteurs</b>	55	55	
<b>Contrôleurs</b>	8	8	
<b>Superviseurs régionaux</b>			
Cadres supérieurs	2	2	Budget de l'Etat
<b>Superviseurs nationaux</b>	2	2	Budget de l'Etat
<b>Agents de dépouillement</b>	6	6	
<b>Agents de saisie</b>	6	6	
<b>Autres Agents</b>			
Secrétaire comptable	1	1	
Planton	1	1	

.b les ressources matérielles

L'inventaire du matériel et de l'équipement actuellement disponible pour l'enquête agricole donne le tableau suivant:

**Tableau 2: Matériel et équipements de l'enquête**

Type de matériel	Description	Date d'acquisition	Etat	Financement
<b>Déplacement</b>				
Véhicules TT	1 1 2	1988 1991 1992	HS passable bon	Diaper II ASDI ASDI et PNUD
Motos TT	1 5 4		en panne passable passable	PNUD PNUD Banque mondiale
Mobylettes	17 10 10	1992 1995 1996	passable bon neuf	PNUD ASDI DIAPER III
Bicyclettes	40 43	1992 1996	passable neuf	PNUD DIAPER III
<b>Equipement de bureau</b>				
Ordinateurs	1 Olivetti 3 IBM 2 IBM 1 DX TRIUDUS	1988 1991 1993 1996	HS bon bon neuf	DIAPER II ASDI PNUD DIAPER III
Imprimantes	1 Olivetti 1 Laser 1 QMS 2 IBM 1 HP Laser	1988 1991 1991 1993 1996	bon bon bon bon neuf	DIAPER II ASDI ASDI PNUD DIAPER III
Onduleurs	1 1 1	1988 1993 1996	bon bon neuf	DIAPER II PNUD DIAPER III
Machine à stencils	1 Gestetner	1988	passable	DIAPER II
Duplicateur	1 Gestetner	1988	bon	DIAPER II
Photocopieurs	1 Canon 1 Canon 1 Canon	1988 1992 1993	à réparer à réparer bon	DIAPER II PNUD ASDI
<b>Equipements d'enquêtes</b>				
Boussoles	30 30	1993 1994	bon neuf	ASDI DIAPER III
Mètres ruban	85 30	1993 1994	bon bon	ASDI DIAPER III
Balances	85	1993	bon	ASDI
Calculatrices	80 1	1993 1994	bon bon	ASDI DIAPER III
Equip't radio	4	1993	bon	ASDI

### .c la technique

C'est une enquête annuelle par sondage à deux degrés conçue au départ pour obtenir des résultats significatifs au niveau de chaque Région. (il y en a 8) puis, par la suite des résultats significatifs au niveau national uniquement.

L'unité primaire de sondage est le village et l'exploitation agricole l'unité secondaire. Les régions sont divisées en secteurs (il y en a 37) qui constituent autant de strates. A l'intérieur de chaque strate, la base de sondage des unités primaires est la liste établie lors du recensement de la population de 1990 de tous les districts de recensement (460) et des localités les composant. Le tirage des villages se fait avec probabilité proportionnelle à la taille (en nombre d'habitants).

Tout le long de la première période, l'échantillon des villages était renouvelé annuellement. Au cours de la deuxième période, il a été décidé de conserver le même échantillon de villages une année sur deux ou trois.

Dans chaque village-échantillon on tire, à probabilité égale, 4 exploitations agricoles parmi les exploitations agricoles du village.

L'évolution de la taille de l'échantillon pendant les 2 périodes ci-dessus définies est donnée par le tableau ci-après:

**Tableau 3: Evolution de la taille de l'échantillon**

	1ère Période 1987-1993	Période DIAPER III			
		An 1	An 2	An 3	An 4
Unités primaires (villages)	492	492	492	249	249
Unités secondaires (exploitations)	1968	1968	1968	1245	1245
Niveau de signification prévu	régin	régin	régin	pays	pays
Renouvellement de l'échantillon	oui	oui	oui	oui	non

Il est dommage que lors de l'évaluation de l'enquête (de l'an 1 ou 2) il n'a pas été possible de déterminer la précision des estimateurs faute de fichiers. Ce manque d'information empêche de faire des comparaisons dans la variation de la taille de l'échantillon opérée entre l'an 2 et l'an 3. Toutefois, une des tâches de début de campagne 1998/99 doit être de se pencher sur le calcul des précisions des estimateurs avant tout tirage d'un nouvel échantillon comme prévu.

### . Méthode de collecte

#### Les produits retenus

Ce sont essentiellement les céréales:

- Riz pluvial
- Riz de bas-fonds
- Riz de mangrove
- Maïs (Milho bacil)
- Sorgho (Milho cavalo)
- Mil (Milho prebo)
- Fonio (Fundo)

On retient également les produits suivants:

- Arachide

- Haricot
- Manioc
- Igname

#### Méthode de collecte

Jusqu'à la campagne 1996/97, le questionnaire comprenait 7 volets:

- fiche 00 Recensement du village pour tirage de l'échantillon des exploitations
- fiche 01 Identification de l'exploitation
- fiche 02 recensement et mesure des parcelles
- fiche 03 Recensement des matériels
- fiche 04 Recensement des animaux
- fiche 5A Interview de l'exploitant sur les prévisions de récolte
- fiche 5B Mesure de la superficie des parcelles et mesure des rendements
- fiche Stocks paysans

A partir de la campagne 1997/98, le questionnaire a été remanié avec l'appui de l'expert ASDI pour faciliter la collecte et le contrôle des données d'une part, d'autre part pour alléger le questionnaire des questions pour lesquelles la fiabilité des réponses n'est pas garantie. C'est ainsi que le questionnaire à passer à 10 fiches et ne contient plus la fiche "Stocks paysans". On peut noter aussi la disparition de la fiche prévision du questionnaire, cette fiche n'ayant du reste jamais fait l'objet d'un quelconque traitement pour la prévision des récoltes. Cet état de fait conduit à l'utilisation de méthodes de prévision qui ne se justifie qu'à l'absence du dispositif de l'enquête agricole.

- fiche 1 Recensement du village pour le tirage de l'échantillon des exploitations
- fiche 3 Identification de l'exploitation
- fiche 4 Informations générales sur les exploitations
- fiche 5 Recensement et mesure des parcelles
- fiche 4B Démographie des exploitations
- fiche 7 Matériel agricole
- fiche 5B Commercialisation de la récolte
- fiche 6 Mesure des parcelles
- fiche 8 Elevage
- fiche 10 Rendement

#### Mesure des parcelles et des rendements

Superficie:

Dans toutes les exploitations de l'échantillon on mesure les superficies de toutes les parcelles. La mesure des superficies des parcelles est effective à l'aide de mètres-ruban et de boussoles. La superficie de la parcelle est calculée à partir des longueurs et des angles à l'aide de programme classique sur calculatrices programmables. Suite au changement de méthodologie dans l'estimation des rendements (voir ci-dessous), les superficies des parcelles portant une association de cultures sont converties en superficie en culture pure. Cette conversion est faite pour chacune des cultures de l'association.

### Rendement:

Pour la mesure des rendements la même méthodologie a été appliquée depuis le lancement de l'enquête jusqu'à la campagne 1996/97. Lors de la campagne 1996/97 une nouvelle expérimentation a été initiée avec l'appui de l'expert ASDI.

Auparavant, dans toutes les parcelles mesurées on plaçait de manière aléatoire un carré de rendement (2 si la parcelle a un périmètre supérieur à 500 mètres).

En partant de la pointe de la parcelle la plus au sud, on choisit dans une table de nombres aléatoires la distance (en mètres) à parcourir le long du côté gauche et la distance (en mètres) à parcourir ensuite perpendiculairement à ce côté. Dans le prolongement de cette perpendiculaire, on place la diagonale du carré de rendement.

La surface des carrés de rendement est variable selon les cultures. Exemples de carrés:

- Fonio 1x1 m
- Riz 2x2 m
- Maïs et autres produits 5x5 m

Depuis la campagne 1996/97,<sup>3</sup> le principe de pose de carrés de rendement dans toutes les parcelles des exploitations échantillons a été abandonné au profit du tirage d'un échantillon de parcelles échantillons pour tenir compte de l'ampleur de la tâche de pose de carrés et surtout de suivi. Ainsi, pour la campagne 1996/97 la collecte des données pour l'estimation des rendements a été faite de la manière suivante:

1. Un échantillon de parcelle à rendement est tiré pour chaque culture afin de déterminer un rendement moyen en culture pure par région pour les principales cultures et un rendement moyen national pour les cultures moins importantes. Pour les cultures rares, il ne sera pas prévu de parcelles à rendement!
2. Le cercle<sup>4</sup> a été utilisé en lieu et place du carré pour la mesure des rendements.
3. La collecte des données pour les principales cultures a été faite par une équipe mobile comprenant des superviseurs centraux et les enquêteurs locaux pendant la récolte des parcelles concernées.

Pour la campagne 1996/97 on a constaté malheureusement que l'estimation du rendement de certaines cultures (fonio par exemple) n'a pu se faire faute de parcelles à rendement pour ces cultures, de même dans la région de Biombo aucune parcelle à rendement n'a pu être suivie. Les 615 placeaux à rendement placés dans le pays sont réparties comme suit:

**Tableau 4: Nombre de parcelles à rendement dans l'enquête 1996/97**

REGION	Arroz pam-pam	Arroz agua doce	Arroz à agua salgada	Milho cavala	Milho preto	Mancara	Feijao	Total
Biombo								
Cacheu	24	90		1	45	21		181
Oio	6	53	3	20	33	12		127
Bafata	8	2		35	16	9		70
Gabu	1	2		16	25	38		82
Quinara	23		43		2			68
Tombali	4	28	24	3	2	2	5	68
Bolama	18					1		19
<b>Total</b>	<b>84</b>	<b>175</b>	<b>70</b>	<b>75</b>	<b>123</b>	<b>83</b>	<b>5</b>	<b>615</b>

<sup>3</sup> DIAPER III "Rapport de mission de Bakary SACKO" Août 1997

<sup>4</sup> Björk "Field work on Yield Survey and Area Measurement at DEA, Agriculture Ministry"

Enfin, le fait que les seules parcelles concernées par les rendements soient les parcelles comportant une culture pure oblige la conversion des superficies portant une association en superficie en pure. Toute tentative pour faire une telle conversion conduit à une estimation biaisée de la production.<sup>5</sup>

En dehors des réserves qu'on peut faire sur la capacité de l'équipe mobile à collecter toutes les données prévues sur les rendements pendant la période de récolte, la pose des carrés de rendement doit concerner toutes les cultures ainsi que les associations.<sup>3</sup>

L'expérience de cette campagne doit être évaluée afin d'affiner cette nouvelle technique de l'estimation des rendements ou revenir à l'ancienne méthode.

### Le déroulement de l'enquête

L'enquête se déroule en plusieurs phases selon un calendrier qui doit absolument être respecté:

- en mai, formation des agents de terrain (15 à 20 jours),
- de mai et juin, premier passage,
- de juillet à mi-août, deuxième passage,
- de mi-août à mi-septembre, troisième passage,
- de mi-septembre à fin octobre, quatrième passage.

La décennie d'exécution de l'enquête agricole par la DEA lui a doté d'une très solide expérience du terrain. Le calendrier d'exécution des différentes phases de l'enquête fait généralement l'objet d'un respect scrupuleux si les moyens financiers ne font pas défaut.

### Le traitement des données

Toutes les fiches remontent au service central pour contrôle et saisie. Il y a systématiquement un contrôle manuel avant la saisie: contrôle d'exhaustivité, contrôles de vraisemblance, contrôle d'erreurs de calculs. Ce contrôle est effectué par des agents de dépouillement.

La saisie faite par des agents de saisie, a passé d'une saisie simple (sans véritable masque de saisie et sans contrôle automatique) à l'aide de SP6 à une saisie avec masque de saisie et contrôle simultané élaborée à partir de ACCESS. Ce programme de saisie utilisé depuis la campagne 1996/97 est le fait de l'assistance technique ASDI. Le tableau ci-dessous donne l'évolution dans le temps du traitement des données:

**Tableau 5: Evolutions dans le traitement des données**

	1ère Période 1987-1993	Période DIAPER III			
		An 1	An 2	An 3	An 4
<i>Saisie</i>					
existence de programme (si oui logiciel utilisé)	Non	Non	Non	ACCESS	ACCESS
acteurs de la saisie				Agents de saisie	
<i>Traitement</i>					
logiciel utilisé	SP6	SP6	SP6	ACCES	ACCES
acteurs du traitement	experts	experts	experts	experts	experts

<sup>5</sup> DIAPER III "L'ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE Méthodes de collecte et d'estimation" Septembre 1997

Le traitement des données est fondamentalement effectué par les experts: au cours de la première période par les experts de l'ECA DIAPER II (notamment), au cours de la deuxième période par l'expert de l'ASDI. La non participation des agents de la DEA au traitement des données est à la base de cet état de fait.

Pour permettre à la DEA de se prendre en charge dans le traitement des données avant la fin du programme DIAPER III, il est nécessaire de faire participer au moins un des agents ayant reçu la formation en traitement des données à un exercice de traitement complet d'une enquête (les données définitives de la campagne en cours par exemple).

#### .d Maîtrise des opérations de terrain

**Tableau 6: Nombre d'agents de collecte de l'enquête agricole, nombre d'exploitations échantillons**

	<b>Biombo</b>	<b>Cacheu</b>	<b>Oio</b>	<b>Bafata</b>	<b>Gabu</b>	<b>Quinara</b>	<b>To</b>
Nombre total d'enquêteurs	4	11	10	8	6	6	
Nombre total de contrôleurs	1	1	1	1	1	1	1
Nombre total de superviseurs	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	
Nombre d'exploitations échantillons	105	255	265	205	180	70	
Ratio nombre d'exploitations par enquêteurs	26,25	23,18	26,50	25,63	30,00	11,67	
Ratio nombre d'enquêteurs par contrôleur	4,00	11,00	10,00	8,00	6,00	6,00	

En comparant le ratio du nombre d'exploitations par enquêteur aux durées des différents passages de l'enquête on obtient le tableau suivant:

**Tableau 7: Charge de travail des enquêteurs de l'enquête agricole**

	<b>Nombre d'exploitations à enquêter par jour</b>			
	<b>1<sup>er</sup> passage (2 mois)</b>	<b>2<sup>eme</sup> passage (45 jours)</b>	<b>3<sup>eme</sup> passage (45 jours)</b>	<b>4<sup>eme</sup> passage (45 jours)</b>
<b>Nombre d'exploitations par enquêteur</b>				
Maximum (30 à Gabu)	0,5	0,7	0,7	0,7
Moyenne nationale (22,64)	0,4	0,5	0,5	0,5

Tout le long de l'enquête les enquêteurs ne sont pas tenus à enquêter plus d'une exploitation par jour. Toutefois l'ampleur de la tâche d'enquête d'une exploitation dépend des activités de chaque passage. Les passages comportant des mesures étant certes plus laborieuses que ceux ne comportant que des interview, une attention particulière doit être donnée à la faisabilité des passages comportant les mesures des parcelles et les récoltes des carrés de rendement.

e Tableau d'évolution synoptique au cours des 4 dernières années

	An 1	An 2	An 3	An 4
<b>Année d'origine de la base de sondage</b>	Recensement de la population 1990	Recensement de la population 1990	Recensement de la population 1990	Recensement de la population 1990
<b>Taille échantillon 1<sup>er</sup> degré</b>	492	492	249	249
<b>Tirage de l'échantillon (oui / non)</b>	Oui	Non	Oui	Non
<b>Taille de l'échantillon du 2<sup>ème</sup> degré</b>	1968	1968	1245	1245
<b>Tirage de l'échantillon (oui / non)</b>	Oui	Oui	Oui	Non
<b>Modification du questionnaire</b>	Non	Non	Oui	Oui
<b>Liste des manuels disponibles et utilisés</b>	Enquêteur (1990)	Enquêteur (1990)	Enquêteur (1990)	Enquêteur (1997)
<b>Existence d'un programme de saisie complet</b>	Non	Non	Oui (Documenté)	Oui (Documenté)
<b>Taux de couverture moyen</b>	Pas de prévision de rendement Fiches superficie 70%	Pas de prévision de rendement Fiches superficie ?	Pas de prévision de rendement Fiches superficie 55%	Pas de prévision de rendement Fiches superficie 70% ?
<b>    Au moment des prévisions</b>	95%	?	95%	?
<b>    Au moment des estimations</b>	Octobre (mission CILSS/FAO)	Octobre (mission CILSS/FAO)	Octobre (mission CILSS/FAO)	Octobre (mission CILSS/FAO)
<b>Date de parution des résultats</b>	Avril	Avril	Mars	Mars
<b>Des prévisions</b>				
<b>Des résultats définitifs</b>				
<b>Problèmes particuliers survenus lors de chaque campagne</b>	Retard déblocage des fonds Problèmes informatiques	Retard déblocage des fonds Problèmes de traitement	Retard déblocage des fonds Problèmes de traitement	Problèmes de traitement

### 1.2.1.2 L'enquête suivi des marchés céréaliers (SIM)

La Division des Statistiques Agricoles réalise sur l'ensemble du territoire une opération de relevé des prix dite enquête suivi des marchés céréaliers (SIM). Cette enquête qui s'appuie sur le dispositif de l'enquête agricole (tant au niveau central que sur le terrain) n'a connu aucun changement depuis son lancement.

Les relevés effectués concernent à la fois les prix à la production et les prix à la consommation.

Pour ce faire, la DEA utilise:

- ses 2 superviseurs de zone
- ses 8 contrôleurs (1 par région)
- 39 de ses enquêteurs
- 1 agent statistique qui enquête sur les marchés de Bissau

Tableau 8: Les ressources humaines du SIM

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	1	1	(1)
Enquêteurs à temps partiel	39	39	à temps partiel (1)
Contrôleurs	8	8	à temps partiel (1)
Superviseurs régionaux	2	2	à temps partiel (1)
Superviseurs nationaux	1	1	Budget de l'Etat à temps partiel
Agents de dépouillement /saisie			
Informaticiens	1	1	Budget de l'Etat à temps partiel
Analyste			

Note: (1) payés sur les fonds de contrepartie débloqués au titre de la participation de l'Etat aux frais de collecte.  
Tous ces agents font partie du dispositif de l'enquête agricole permanente.

#### a les ressources matérielles

Pour l'enquête sur les prix agricoles, la DEA utilise :

- les 40 bicyclettes de l'enquête agricole
- les 4 motos de l'enquête agricole
- et 40 balances achetées par l'ASDI

#### b la technique

Les relevés se font sur deux types de marchés très différents:

- des marchés journaliers où les consommateurs viennent s'approvisionner et où les prix pratiqués sont des prix à la consommation. Il y a 40 marchés journaliers: un marché par secteur (37) et 3 marchés à BISSAU.

- des marchés hebdomadaires où les producteurs eux-mêmes viennent proposer leurs produits et où les prix pratiqués sont intermédiaires entre des prix à la consommation et de véritables prix à la production. Le nombre de marchés hebdomadaire suivi est de 4 (BULA, BIGENE, BISSORA et CANCHUNGO).

Les prix sont observés sur les 44 marchés une fois par semaine à l'aide des fiches de relevé classiques.

Sur chacun des marchés suivis, chaque produit fait l'objet de trois relevés. L'enquêteur demande le prix et pèse la marchandise.

Les fiches de relevés de prix remontent au service central chaque semaine.

#### Produits concernés:

L'enquête déborde largement de l'objectif, observation des prix des céréales, qui lui était initialement attribué.

On observe actuellement les prix de 55 produits:

- 6 céréales
- 6 tubercules
- 10 légumes
- 11 fruits
- 4 viandes
- 2 volailles
- 2 poissons
- 14 produits divers

#### Exploitation des données

Le fait que le SIM n'ait connu aucune modification dans sa conception depuis son lancement est moins dû à sa perfection qu'à une faiblesse de l'exploitation des données collectées. En effet, contrairement à l'enquête agricole qui a bénéficié de toute l'expertise des différents projets ayant appuyé la DEA, le SIM a vite connu son internalisation technique au sein de la DEA. Une internalisation sur fonds de lacunes!

- Des unités de mesures locales sont utilisées tous azimuts et sans étalonnage: il n'est pas rare de voir des relevés de prix pour une unité très instable ou dont l'équivalent en kilogramme n'existe pas: prix d'un manioc entier, prix d'un demi-manioc.
- Du fait du nombre élevé de produits suivis, la balance utilisée par l'enquêteur ne s'adapte pas à tous les produits: céréales, tubercules, légumes, volailles,...
- Pour les 3 relevés que doit effectuer l'enquêteur, aucune consigne prise ne lui est donnée: période de collecte (faible ou forte animation du marché), ....

On aboutit certes à des données collectées qui correspondent à quelque chose difficile à définir. L'exploitation consiste à des calculs de moyennes sur des bases sujettes à de multiples réserves.

### c Maîtrise des opérations de collecte

**Tableau 9: Nombre d'agents de collecte du SIM, nombre d'exploitations échantillons**

	Ensemble
Nombre total d'enquêteurs	40
Nombre total de contrôleurs	8
Nombre total de superviseurs	2
Nombre de marchés	40
Ratio nombre d'enquêteurs par marché	1,00
Ratio nombre d'enquêteurs par contrôleur	5,00

### 1.2.2 La centrale d'information

La centrale d'information ne fonctionnait plus, suite à une surtension électrique qui aurait causé bien des dégâts au niveau du disque dur de l'ordinateur qui la contenait.

### 1.2.3 Analyse diffusion

#### 1.2.3.1 *La Cellule d'Analyse*

Malgré le caractère informel de la composante nationale, elle est animée par des agents motivés. Elle pourrait constituer le noyau dur de la cellule d'analyse à condition:

- de la doter d'un texte organique,
- de l'étendre à d'autres structures comme l'INEC et la Direction du Commerce,
- de mettre à sa disposition des moyens suffisants et permanents pour son fonctionnement.

Cette cellule d'analyse pourrait être animée par le BPSA.

#### 1.2.3.2 *Les publications*

Concernant la production agricole, la Division des Statistiques Agricoles établit chaque année:

- un Rapport annuel sur les résultats de l'enquête agricole permanente avec les superficies, les rendements et les productions des différentes cultures. Il est diffusé en une centaine d'exemplaires.
- un Rapport annuel, en octobre, sur les prévisions de récoltes et le bilan céréalier pour l'évaluation de la campagne agricole par la mission CILSS/FAO diffusé en une cinquantaine d'exemplaires.
- un Annuaire de statistiques agricoles diffusé en une centaine d'exemplaires
- un Bulletin mensuel, de mai à octobre, sur le déroulement de la campagne agricole diffusé en soixante exemplaires

Elle publie également les résultats d'enquêtes spécifiques:

- les résultats de l'enquête sur la consommation céréalière en milieu urbain (1991/1992)

- les résultats du recensement des exploitations agricoles du secteur moderne (publication ponctuelle, 1992)

En ce qui concerne les prix, la Division des Statistiques Agricoles publie:

- un Bulletin trimestriel sur les prix des produits agricoles sur les marchés diffusé en une centaine d'exemplaires.
- depuis 1995, un Annuaire sur les prix des produits agricoles.

Une diffusion par radio est faite chaque semaine (le jeudi) sur les prix pratiqués sur les principaux marchés hebdomadaires (4 plus Bissau). Les prix de 55 produits peuvent ainsi faire l'objet d'une diffusion. Le communiqué dure en moyenne  $\frac{1}{4}$  d'heure et se limite bien sûr aux produits effectivement trouvés sur les marchés.

En matière d'analyses transversales, le Bureau de Planification pour la Sécurité Alimentaire est chargé de l'analyse socio-économique des données sur la sécurité alimentaire. A ce titre, il produit un bulletin trimestriel de conjoncture tout le long de l'année sur la base des données de suivi de campagne, des résultats de l'enquête agricole et d'autres données (importation, exportation, prix, stocks).

Conformément aux recommandations du séminaire de Ouagadougou, un plan de publication matérialisé par des maquettes a été élaboré.

#### 1.2.4 La formation

Les modules exécutés dans le cadre du programme de formation du projet DIAPER III sont:

- *la formation en conduite des enquêtes*: 2 formateurs ont été formés pour la formation des contrôleurs. La formation des contrôleurs a eu lieu en avril 1997. Elle a concerné, outre les 8 contrôleurs de l'enquête agricole, 20 autres contrôleurs relevant de l'INEC.
- *la formation en techniques de sondage*: 2 participants,
- *la formation en traitement informatique des données d'enquête*: 2 participants,
- *la formation en analyse socio-économique des données*: 2 participants.

Les agents formés se répartissent comme suit dans les différents services:

**Tableau 10: Utilisation des agents ayant reçu les formations DIAPER III**

	DEA	BPSA	INEC	ENSEMBLE	OBSERVATIONS
Conduite des enquêtes					
formateurs	1		1	2	Chargés de la formation Contrôleurs
contrôleurs	8		20	28	
Techniques de sondage			2	2	
Traitement des données	2			2	
Analyse socio-économique	1	1		2	Chargé d'analyse

Si les activités actuelles de la composante nationale ne permettent pas de juger du niveau d'utilisation des agents ayant reçu la formation en technique de sondage, on peut par contre

constater que ceux ayant reçu la formation en traitement des données restent encore en marge de cette activité. Il semble que ces derniers aient besoin d'un exercice leur permettant de mieux cerner les procédures d'estimation de l'enquête agricole notamment.

### **1.3 GESTION DES DEVIS-PROGRAMMES**

Le niveau d'exécution des 4 derniers devis-programmes se présente ainsi qu'il suit:

<b>Devis-programme</b>	<b>Financement FED</b>	<b>Financement Etat</b>	<b>Total</b>
An 1: 1994/95	86%	(*)	86%
An 2: 1995/96	109%	-	109%
An 3: 1996/97	90%	22%	67%
An 4: 1997/98	20%	12%	18%

En 1995/96 la contribution de l'Etat a été entièrement supportée par le FED sur fonds de contre-partie. Les faibles taux d'exécution des deux dernières campagnes sont imputables aux difficultés de mobilisation de la contribution nationale. A cause de cela, seul le budget de l'animation locale a été engagé au cours de la campagne 1997/98. Les 20% d'exécution constatés au 31 décembre 1997 ne concernent donc que ce budget. D'autre part, la contribution de l'Etat au cours des 2 dernières campagnes n'a été libérée qu'en novembre au plus tôt, ce qui profite peu aux enquêtes.

Les opérations de collecte n'ont pu se faire que sur préfinancement de l'ASDI et de promesses de paiement de prime aux enquêteurs.

La gestion des devis-programmes est également rendue difficile à cause des lourdes administratives qui allongent en particulier les délais d'achat des équipements. Ceux-ci dépassent en général un an.

### **1.4 MISE EN OEUVRE DES CONDITIONNALITES**

#### **1.4.1 Comité de Sécurité Alimentaire (CSA)**

Le comité interministériel pour la sécurité alimentaire prévu pour jouer le rôle de CSA n'est toujours pas officialisé. La lettre de politique agricole qui conditionnait cette officialisation vient d'être terminée, elle attend encore d'être adoptée. Toutefois, le BPSA prévu pour jouer le rôle de secrétariat de ce comité dispose d'agents travaillant déjà avec la composante nationale. Elle publie à partir des données collectées un bulletin trimestriel de conjoncture sur la situation alimentaire malgré l'insuffisance notoire de ses moyens. Cette année et au vue des résultats de prévision des récoltes, le BPSA a introduit auprès du gouvernement qui l'a adopté une note sur le financement à crédit d'opérateurs économiques pour leur permettre de transférer les surplus de riz du sud vers les villes et régions du nord. L'objectif d'une telle opération étant de résorber les déficits dans ces villes et régions et stimuler la production locale.

D'autre part en termes d'utilisation de données d'enquête, il faut signaler que la lettre de politique agricole a été conçue sur la base des informations disponibles à la DEA et que

(\*) Le financement Etat n'est pas concerné par le devis-programme de l'an 1.

l'INEC utilise régulièrement les données de l'enquête agricole (les seules disponibles au niveau du pays) pour les besoins de planification et d'élaboration des agrégats macro-économiques.

#### **1.4.2 Prise en charge des frais de collecte par l'Etat**

La contribution de l'Etat aux frais de collecte a été financée en 1995/96 par le FED sur fonds de contrepartie. Pour la campagne 1996/97 et 1997/98 l'Etat a inscrit sa contribution sur son budget d'investissement. La mobilisation effective des fonds n'a cependant atteint que 22% des prévisions en 1996/97. Le taux de mobilisation au 31 décembre 1997 pour la campagne en cours (1997/98) est de 12% environ. D'autre part, les fonds n'ont été mis à la disposition de l'enquête qu'en novembre au plus tôt, donc tardivement par rapport aux besoins de l'enquête qui démarre normalement en mai. Cette situation s'explique surtout par les difficultés actuelles de trésorerie au niveau du pays et non par un manque de volonté de la part des autorités. Les inscriptions budgétaires sont régulières et les responsables de la DEA sont à la recherche de solution pour réduire les frais de collecte. Il s'agit en particulier de la réduction de la taille de l'échantillon (effectif depuis 1996/97), du paiement de prime à la tâche aux enquêteurs et d'une tentative en cours d'utilisation du personnel fonctionnaire de l'INEC pour la collecte.

## 2. PROGRAMMATION DES ACTIVITES DU DEVIS- PROGRAMME V

### 2.1 LE PROGRAMME D'ACTIVITE

#### 2.1.1 Les enquêtes

Les deux enquêtes courantes seront reconduites en 1998/99. Les améliorations à porter sont les suivantes:

##### 2.1.1.1 *L'enquête agricole*

- Evaluer la précision des estimateurs avec la nouvelle taille réduite de l'échantillon.
- Mieux définir la méthodologie de tirage des parcelles à rendement.
- Former les enquêteurs à la pose et à la récolte des carrés de rendement et leur confier l'exécution de ses tâches.
- Faire traiter les données de l'enquête par les agents de la DEA.
- Faire faire par la DEA elle même les prévisions des rendements: Les prévisions de récoltes sont faites à partir des résultats définitifs sur les superficies fournis par l'enquête et en grande partie d'estimations sur les rendements faites au vue des rendements moyens des années précédentes et de l'observation des conditions agro-climatiques notamment par la mission CILSS/FAO. La DEA s'investira cette année de manière à produire elle même ces prévisions. Pour cela, elle intégrera dans l'enquête la collecte de données permettant une estimation des rendements prévisionnels avant l'arrivée de la mission CILSS/FAO.

La DEA bénéficiera pour ces activités d'une assistance technique du statisticien de l'ECA dès fin mars 1997.

##### 2.1.1.2 *Enquête suivi des marchés*

Il s'agira essentiellement de:

- la redéfinition de la typologie des marchés (production, consommation).
- la méthode de calcul des prix moyens.
- le traitement et la diffusion mensuelle des données à travers la radio et le bulletin SIM.

#### 2.1.2 Analyse/Diffusion

##### 2.1.2.1 *Centrale d'information*

La principale activité sera la finition de la collecte des données et la mise à jour des fichiers à l'issue de l'installation du logiciel amélioré par l'ECA.

##### 2.1.2.2 *Publications*

Les publications prévues sont:

- Résultats prévisionnels des récoltes 1998/99 et bilan céréalier prévisionnel en novembre 1998 par la DEA et le BPSA.
- Résultats définitifs en mars 1999 par la DEA.
- Bulletin mensuel du SIM par la DEA.
- Annuaire statistique en décembre 1998 par la DEA.
- Bulletin trimestriel de conjoncture sur la situation alimentaire par le BPSA.

- Bulletin annuel sur la situation alimentaire par le BPSA en mars 1999.

### **2.1.3 Animation locale**

Les activités de l'animation locale pour 1998/99 comprennent:

- L'appui à l'animation de la composante nationale (animation et secrétariat).
- L'appui à la mise en place de la cellule d'analyse.
- La participation à l'élaboration des différentes publications et diffusion.
- La gestion des devis-programmes et la coordination avec l'ECA.

## **2.2 PARTICIPATION DE L'ETAT A LA PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE COLLECTE**

Pour la campagne 1998/99, l'Etat a inscrit sur son budget d'investissement un montant de 21.173.870 F pour sa contribution aux frais de collecte. Le montant représente les 81% de participation prévu par la convention de financement.

*La mission recommande la libération de ces fonds dès mai 1998 pour permettre le déroulement normal des opérations de terrain.*

## **2.3 BUDGET 1998/99**

Le budget total pour la campagne 1998/99 est évalué à 40.718.048 FCFA, soit 61.554 ECU. Les frais de collecte sont estimés à 26.129.660 FCFA dont 81% (21.165.025 FCFA) sont à couvrir par l'Etat et 4.964.635 FCFA par le budget FED.

Le détail du budget (Enquête agricole, SIM et Animation locale) est joint en annexe.

### **3. ANNEXES**

Annexe 1: Tableau d'exécution des 4 devis-programmes

	<b>An 1 = 1994/95</b> (Pesos)	<b>An 2 = 1995/96</b> (Pesos)	<b>An 3 = 1996/97</b> (Pesos)	<b>An 4 = 1997/98</b> (FCFA)
<b>Montant total du DP</b>	1.642.400.887	1.411.134.011	1.972.560.718	39.627.758
<b>Montant FED</b>	1.642.400.887	1.196.768.177	1.297.805.690	29.344.087
<b>Montant Etat (total)</b> dont	-	214.365.834	674.755.028	10.283.671
<b>source :</b>				
<b>Date de libération fonds FED</b>	2/07/94	26/05/95	budget d'investissement 3/12/96	budget d'investissement 9/09/97 (budget A/L)
<b>Date de libération fonds Etat</b>	-	26/05/95	22/11/96	17/12/97
<b>Taux d'exécution budget FED</b>	86 %	110 % (1.321.834.377)	90 % (1.167.426.585)	20 % (5.869.000)
<b>Taux d'exécution budget Etat</b>	-	100 % (214.365.834)	22 % (150.000.000)	11,8 % (1.213.000)
<b>Taux globaux</b>	86 %	109 %	67 %	18 %

## Annexe 2: Budget Enquête agricole

DESIGNATION: ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE 1998/1999

1 - OPERATION DE COLLECTE	Nombre	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)
<b>1.1 Frais de personnel</b>			<b>5 916 000</b>
Indemnités			5 300 000
Superviseurs national (3pers * 6 mois)	18	20 000	360 000
Superviseurs régionaux (8 pers*6 mois)	48	15 000	720 000
Enquêteurs (55pers* 6 mois)	330	10 000	3 300 000
Primes saisie et dépouillement		forfait	600 000
Agent centrale d'information (1pers* 12 mois)	12	20 000	240 000
Traitement et analyse (1pers * 4 mois)	4	20 000	80 000
<i>Frais de mission</i>			616 000
Per diem superviseurs nationaux (2pers*7jours*4miss)	56	7 500	420 000
Per diem chauffeurs (2pers*7jours*4miss)	56	3 500	196 000
<b>1.2 Carburant</b>			<b>1 657 380</b>
Enquêteurs: 10 l/ mois*6 mois* 30enq	1 800	462	831 600
Supervision régionale (20l*6mois*8régions)	960	462	443 520
Supervision nationale (0,20l*1500 Km *4 missions)	1 200	277	332 400
Agent centrale (15l/mois*12 mois)	180	277	49 860
<b>1.2 Matériel de collecte</b>			<b>6 185 000</b>
Boussoles	35	100 000	3 500 000
Calculatrices	10	60 000	600 000
Rubans métriques	55	15 000	825 000
Imperméables, Bottes	63	10 000	630 000
Kits enquêteurs, contrôleurs	63	10 000	630 000
<b>1.3 Entretien Matériel</b>			<b>4 325 000</b>
Véhicule			2 500 000
Mobilettes (30moto*40000F)	30	35 000	1 050 000
Bicyclettes (25bicyclettes*15000F)	25	15 000	375 000
Photocopieur			400 000
<b>1.4 Reproduction des questionnaires</b>			<b>1 000 000</b>
(1500 quest*13feuilles*50F)			
<b>1.6 Formation (recyclage agents de collecte)</b>			<b>2 584 640</b>
Formateur (6jours * 4 zones*2)	48	7 500	360 000
Contrôleurs (8 * 4 jours)	32	5 000	160 000
Enquêteurs (55pers*4 jours)	220	5 000	1 100 000
Frais de transport enquêteurs et superviseurs	63	2 000	126 000
Carburant transport formateurs (400km*4*0,2l)	320	277	88 640
Location salle (25000F*4jours*4salles)	16	25 000	400 000
Matériel didactique			350 000
<b>Total Operation de collecte</b>			<b>21 668 020</b>
<b>TOTAL BUDGET</b>			<b>21 668 020</b>

### Annexe 3: Budget SIM

DESIGNATION: ENQUETE SIM 1998/1999

1 - OPERATION DE COLLECTE	Nombre	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)
<b>1.1 Frais de personnel</b>			<b>3 558 000</b>
<i>Indemnités</i>			<i>3 360 000</i>
Superviseurs (8pers* 6 mois)	48	15 000	720 000
Enquêteurs (40pers * 6 mois)	240	10 000	2 400 000
Informaticien (1pers * 12mois)	12	20 000	240 000
<i>Frais de mission</i>			<i>198 000</i>
Per diem superviseurs (6 missions de 3 jours)	18	7 500	135 000
Per diem chauffeurs (6 missions de 3 jours)	18	3 500	63 000
<b>1.2 Carburant</b>			<b>221 640</b>
Enquêteurs (10 l/ mois*12 mois)	120	462	55 440
Supervision nationale (500 Km * 6 missions*0,2l)	600	277	166 200
<b>1.3 Entretien Matériel</b>			<b>500 000</b>
véhicule (entretien, assurance)		Forfait	500 000
<b>1.4 Diffusion à la radio (3500F/sem)</b>	52	3 500	<b>182 000</b>
<b>TOTAL ENQUETE SIM</b>			<b>4 461 640</b>

#### Annexe 4: Budget Animation Locale

DESIGNATION: ANIMATION LOCALE 1998/1999

	Nombre	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)
<b>1 - SALAIRES ET CHARGES SOCIALES</b>			<b>2 951 438</b>
<b>1.1 Salaires</b>		<b>197 218</b>	<b>2 366 616</b>
Animateur local (salaire net:16 984F+ind 125 000F)	12	141 984	1 703 808
Sécretaire-comptable (sal net 15 234F+ ind 40 000F)	12	55 234	662 808
<b>1.2 Charges sociales (20 % du salaire)</b>	<b>12</b>	<b>6 840</b>	<b>82 082</b>
<b>1.3 Assurance santé 380 ecus/an/personne</b>	<b>2</b>	<b>251 370</b>	<b>502 740</b>
<b>2 - FONCTIONNEMENT</b>			<b>5 021 950</b>
<b>2.1 Carburant mission appui terrain</b>			<b>373 950</b>
Coordination 1150 L * 277FCFA	1 150	277	318 550
Missions (4 missions * 1000 Km* 20l/100)	200	277	55 400
<b>2.2 Perdiem</b>			<b>308 000</b>
Frais de mission animateur 7500F/jour * 7 jours * 4 missions	28	7 500	210 000
Frais de mission chauffeur 3500F / jour * 7 jours * 4 missions	28	3 500	98 000
<b>2.3 Fourniture de bureau</b>	<b>forfait</b>		<b>900 000</b>
<b>2.4 Frais de téléphone et fax</b>	<b>forfait</b>		<b>1 200 000</b>
<b>2.5 Entretien véhicule</b>			<b>2 000 000</b>
Véhicule <i>y compris assurance</i>	forfait		1 500 000
Photocopieur	forfait		500 000
<b>2.6 Prestations de services (20 000FCFA/mois)</b>	<b>12</b>	<b>20 000</b>	<b>240 000</b>
<b>3 - IMPRESSION ET DIFFUSION</b>			<b>6 615 000</b>
Forfait de 10.000 ecus			6 615 000
<b>TOTAL BUDGET</b>			<b>14 588 388</b>

#### **Annexe 5: Liste des personnes rencontrées**

Son Excellence M. Avito José Da Minstre du Développement Rural, des Ressources  
Silva Naturelles et de l'Environnement

M. Carlos M.T. Amarante Directeur du GAPLA

M. Louis Albinos

M. Serifo Monteiro Directeur de l'INEC

M. Camara Serra Agent à la DEA

M. Christopher Hill Assistant technique de l'ASDI à la DEA

M. Oliveira Armando Adjoint au Chef de bureau du BPSA

Mme. Ulla Andrén Chargé d'affaire Ambassade de Suède

M. Francisco J. Fontain Conseiller Economique à la Délégation de l'Union Européenne

M. Manafa Braïma Animateur Local DJAPER III